779.

I

CONFÉDÉRATION

INDÉPENDANCE

ANNEXION

Conférence faite à l'Institut Canadien de Québec, le 15 Mars 1871,

Par M. HECTOR FABRE.

QUÉBEC
IMPRIMÉ AU BUREAU DE L'*ÉVÉNEMENT*

1871

720

1871
(70)

CONFEDERATION,

INDEPENDANCE, ANNEXION.

Cette ancienne colonie française, qui n'est plus qu'une province et qui a conservé l'ambition d'être une nationalité, a passé depuis un siècle à travers toutes les luttes qui forment les peuples libres. Au lendemain de sa séparation d'avec la France, la liberté politique s'est présentée à elle sous une forme étrangère à ses habitudes, antipathique à ses sentiments ; elle lui a été accordée, non comme un don qu'un vainqueur généreux fait au vaincu pour l'aider à se relever et se le concilier, mais comme une épreuve redoutable dans laquelle il espère le voir périr. L'octroi des plus précieux droits constitutionnels, artificieusement entourés des restrictions les mieux faites pour en altérer l'exercice, loin donc d'exciter en nous un sentiment de joie et de reconnaissance, y fit naître des craintes bien naturelles. Le dessein de l'Angleterre éclatait visiblement aux yeux de tous. Ce n'était pas pour nous permettre de rester Français qu'elle nous accordait des institutions parlementaires, mais pour nous transformer graduellement à son image, pour fondre en une seule nationalité la majorité ancienne et la minorité nouvelle. Ce dessein, elle l'a poursuivi patiemment, ardemment, durant près d'un demi-siècle, par des moyens parfois indignes

722

d'elle, à l'aide d'agents et de collaborateurs qui ont souvent tenté de hâter par la violence le lent accomplissement d'une politique sourde et mesurée.

Reconnaissons cependant qu'à la place de l'Angleterre, toute autre nation en eût fait autant. Il est naturel que le vainqueur cherche à s'assimiler le vaincu ; et, pour amener cette fusion, il n'y a pas de régime à la fois plus doux et plus sûr que le régime constitutionnel. Si une colonie anglaise fût tombée sous le joug de la France, elle aurait eu à subir une tentative du même genre servie par des moyens tout autres, et probablement plus arbitraires, comme les institutions de notre ancienne Mère-Patrie elles-mêmes. Il n'y a donc pas lieu de conserver rancune à l'Angleterre ; mais ce qu'il faut flétrir hautement devant l'histoire, c'est l'esprit de tyrannie et de persécution qui a animé la plupart de ceux qui, de 1791 à 1840, ont été préposés à cette tâche de dénationalisation ; ce qu'il faut honorer à jamais, c'est le patriotisme et la fermeté montrés par ces fortes générations dont M. Papineau restera dans l'histoire, est encore sous nos yeux, la noble personnification.

Ces luttes pour la conservation de nos droits sous un régime qui cachait, voilées par les apparences de la liberté, quelques-unes des pires violences de la tyrannie, forment un épisode aussi saisissant qu'instructif. On y voit une race française, un peuple d'ancien régime se former à l'art de se gouverner lui-même, se modifier graduellement dans l'exercice viril des immunités constitutionnelles qu'on lui dispute, tout en conservant la vieille physionomie qu'il a emportée d'Europe. Sans doute, il eût mieux valu pour nous rester

723

toujours Français, indissolublement unis à la France, aussi bien par les liens politiques que par les sentiments du cœur. Nous aurions passé par des épreuves aussi cruelles que celles que nous avons traversées, mais toutes différentes. Nous aurions gagné en grandeur nationale, en force et en éclat intellectuel ; nous y aurions perdu en aptitudes politiques. En somme, nous eussions été moins libres que nous l'avons été, et surtout que nous le sommes. La France n'aurait pu, malgré son amour pour nous, nous laisser une liberté d'action qu'elle n'avait pas elle-même : cette liberté que l'Angleterre, même en voulant nous faire disparaître, nous a tout naturellement communiquée.

Et cependant, on ne peut se défendre d'un amer sentiment de regret en songeant à ce que nous serions devenus en restant sous l'aile de la France ; comme nous aurions souffert et grandi avec elle ; à quels événements prodigieux nous aurions participé ; quelle part de gloire nous avons perdue ; de quelle lumière nous eût inondé, dans ce coin perdu de l'Amérique, l'astre éclatant dont les rayons ne nous parviennent qu'à travers les ombres épaisses qu'a amassées sur nos têtes un siècle de séparation ! Le plus grand malheur qui puisse frapper un peuple naissant, c'est d'être séparé de la nationalité dont il sort, d'être isolé de sa source ; de voir tout à coup se fermer derrière lui le passé, tandis qu'il s'achemine, seul et sans appui, vers un avenir incertain. L'horizon se retrécit tout à coup autour de lui et le souffle qui le soutenait, s'épuise. Insensiblement, son esprit se rapetisse. De même que l'homme n'atteint son complet développement intellectuel, la pleine possession de lui-même que dans un grand centre, dans les agita-

724

tions d'une vie bien remplie, de même aussi un petit peuple ne prend essor que lorsqu'il est en communication régulière, soutenue, en sympathie intime, avec un grand pays. Laissé à ses propres forces, il languit, et c'est miracle s'il se conserve vivant. Ce prodige, nous l'avons accompli ; et à sa force même, nous pouvons juger de ce qu'aurait fait de nous l'intimité d'un peuple puissant. Le voisinage des Etats-Unis nous eût communiqué les qualités qu'on remarque aujourd'hui en nous : le bon sens, le sens pratique, la modération, la sagesse ; nos relations avec la France nous eussent élevés au niveau de la plus haute civilisation, eussent amené à maturité cette vigoureuse tige française transplantée sur le sol américain.

En voyant ainsi notre population placée par le sort dans une position d'infériorité vis-à-vis de la nouvelle population anglaise, alimentée et soutenue, elle, par la nation maîtresse de nos communes destinées, les hommes politiques qui, les premiers, s'élevèrent parmi nous, durent songer, puisque l'accès de l'Europe nous était interdit, à nous ménager accès en Amérique. La conviction se forma de suite dans leur esprit, qu'à la place laissée vide par la France, et que l'Angleterre ne voulait pas prendre, il fallait mettre une autre grande nation qui nous ouvrît les portes du monde. Presque simultanément avec la résistance patriotique faite à la politique de dénationalisation suivie par l'Angleterre, le mouvement libéral commença, ayant pour but apparent la conquête de tous les priviléges que la Constitution nous accordait et qu'on nous disputait ; pour fin réelle, l'indépendance du pays et l'annexion aux Etats-Unis

725

Ce mouvement s'accentuant chaque jour davantage, aboutit à l'insurrection de 1837, dont le succès n'était possible qu'avec le concours des Etats-Unis, et eût été immédiatement suivi de l'entrée du Canada dans la Grande République. A l'aide de l'expérience acquise, nous pouvons envisager ce que l'annexion, survenue à cette époque, eût fait de nous ; quels changements, heureux ou malheureux, elle eût produit dans notre existence tout à coup détournée encore une fois de son cours et précipitée dans le torrent américain. En remontant ces quarante dernières années et en allant se placer pour envisager l'avenir du pays, sur les hauteurs que nos pères gravirent en luttant sans cesse et où quelques-uns d'entre eux versèrent leur sang, on voit s'ouvrir devant le regard un si vaste horizon, de si larges perspectives, que si on le reporte ensuite sur notre situation actuelle, on reste frappé et comme interdit du contraste. Ce que serait aujourd'hui le Canada si, en 1837, il avait réussi à entrer dans la vaste sphère où se meuvent les Etats de l'Union Américaine, il est à peine possible de se le figurer, tant le progrès est rapide, la maturité précoce dans ce milieu fertile où rien de réel ne languit. Si, sous un régime qui n'offre aucun stimulant extraordinaire, Ontario a atteint un haut degré de prospérité, Québec a joui durant longtemps d'une honnête aisance, quels développements n'eussent pas pris, à quel degré de force et de puissance ne fussent pas arrivées ces deux belles provinces ? Elles eussent formé deux des grands Etats de l'Union, bientôt dépassant le Massachusetts, laissant loin derrière elles les petits Etats, rivalisant avec New-York ; elles eussent grandi avec l'Ouest, qui n'aurait pas connu

726

d'autre route vers l'Atlantique que le St. Laurent : le St. Laurent qui, au lieu de n'être comme aujourd'hui, qu'une simple rivière, que la voie de communication entre deux ou trois millions d'habitants et l'Europe, serait devenu le grand fleuve de l'Amérique. En même temps que ce merveilleux développement commercial et industriel, un mouvement intellectuel et politique égal se fût produit. Au lieu de s'user dans des luttes stériles entre petites nationalités jalouses l'une de l'autre, notre activité se fût exercée sur un vaste théâtre, se fût mêlée à la vie d'un peuple puissant et jamais en repos. Nous aurions participé à tout ce qui s'est accompli de fécond, de glorieux si près de nous ; à tous ces événements qui ont porté à un si haut degré la puissance des Etats-Unis ; à cette guerre entre le Nord et le Sud, où l'Europe elle-même a trouvé à apprendre dans l'art qu'elle croyait mieux connaître, l'art de la guerre, et qui, peut-être, a révélé à la Prusse le secret de sa force. Ce serait douter de nous-mêmes, nous faire injure cruelle, que de penser que nous eussions échoué dans un si grand nombre de carrières ouvertes devant nous, que nous eussions laissé se perdre de si favorables occasions ; et que quelques-uns des nôtres ne fussent pas parvenus à ces postes élevés où l'on peut à la fois illustrer son nom et jeter sur son pays un reflet d'honneur et de gloire.

La destinée en décida autrement ; et, au lieu de s'unir à plus forts qu'eux, le Haut et le Bas-Canada mirent en commun leurs faibles ressources et acceptèrent, l'un, comme un moyen de salut, l'autre, comme une épreuve plus redoutable encore que celles qu'il venait de subir, le régime dont on peut dire, comme du règne de Louis-Philippe, qu'il

727

nous a donné vingt ans de prospérité et de liberté. Au souvenir du succès si complet qui a couronné l'Union politique du Haut et du Bas-Canada, on se demande tout naturellement pourquoi l'Angleterre n'étendit pas de suite ce régime à l'Amérique Britannique tout entière ; pourquoi elle n'établit pas dès lors la Confédération ? C'était, à coup sûr, le moment. Elle aurait eu vingt-cinq ans devant elle pour donner un rival aux Etats-Unis. Pour cela, il lui fallait jeter un chemin de fer entre les Provinces Maritimes et le Canada ; diriger de notre côté toute l'émigration dont elle pouvait disposer, et qui a été grossir la masse américaine ; pousser notre population dans toutes les voies de l'industrie et du commerce, en la stimulant sans cesse ; la doter enfin d'une marine. En même temps il lui fallait appeler nos hommes publics à siéger dans ses Conseils, à participer aux délibérations du Parlement impérial ; les initier aux secrets de sa politique, nous identifier complètement avec elle ; en un mot, faire, politiquement, du Canada une Nouvelle-Angleterre, comme la France avait rêvé d'en faire une Nouvelle-France. Le programme est vaste, mais il était alors facile à réaliser. Elle aurait été promptement récompensée de ses sacrifices, largement remboursée de ses avances ; elle aurait vu s'élever, grandir une *puissance* qui ne l'eût pas été seulement de nom.

Lorsqu'a éclaté la guerre entre le Nord et le Sud, elle se fût trouvée en mesure d'en profiter et de scinder à jamais en deux la nation rivale. La soudaine transformation de la grande République en puissance militaire, ne l'aurait pas prise au dépourvu, et frappée de stupeur au point de l'empê-

728

cher d'accepter les offres hardies de la France et de risquer la fortune de son drapeau avec ses alliés naturels. S'il entrait dans les desseins de sa politique de garder sa place dans le Nouveau-Monde, de disputer l'Amérique aux Américains, elle a manqué de prévoyance ; et lorsque tout à coup, éclairée par les événements, elle a voulu improviser ce qu'elle aurait dû préparer de longue main, il était probablement trop tard. La diplomatie anglaise n'a pas justifié sur ce continent le renom d'adresse et d'habileté qu'elle avait conquis en Europe.

Le vœu et le but du parti national avant 1837, étaient certainement l'annexion aux Etats-Unis. Des dissentiments cependant s'étaient produits ; et, à côté des chefs de la majorité, il s'était formé un groupe d'esprits modérés, constitutionnels, qui souhaitaient s'arrêter à mi-chemin et ne pas effacer la frontière qui nous sépare de la République voisine. La cause populaire vaincue et M. Papineau en exil, leur influence prévalut dans nos conseils. Il faut les louer d'avoir conseillé à nos compatriotes d'accepter l'Union et de chercher bravement dans l'exercice sincère du régime nouveau, la réparation des injustices passées et la sécurité pour nos droits Le plus complet succès couronna leur entreprise ; et l'histoire dira que l'influence dominante pendant presque toute la durée de l'Union, a été l'influence canadienne-française ; et que cette influence a même été assez forte pour disputer au Haut-Canada jusqu'au dernier moment, une chose, à coup sûr, juste en elle-même : la représentation d'après la population. M. LaFontaine est resté le type de ces hommes d'Etat à vues sages, modérées, à la fois fermes et

729

conciliantes. Ils unissaient le respect de nos droits au souci des intérêts généraux ; ils étaient convaincus que la population française ne doit rien céder de ce qui lui est cher, mais qu'elle ne doit pas, non plus, rompre en visière aux autres populations, ni mettre obstacle à la marche générale des choses, sous prétexte que cela lui fait courir quelque péril particulier ; ils croyaient, en un mot, qu'elle ne doit pas, causer embarras et gêne aux autres par l'excès de sa prudence ou les ombrages de son patriotisme.

Si les hommes d'Etat qui acceptèrent l'Union, au milieu des circonstances les plus propres à les détourner d'un aussi sage parti, firent preuve d'un rare esprit politique, ceux qui cherchèrent à tirer l'Angleterre de sa fausse sécurité ou de son indifférence, même avant que la guerre américaine eût fait sentir toute l'imminence du péril que nous courrions, et combien notre situation était exposée et précaire, montrèrent une perspicacité et une fermeté de conduite supérieures encore. En 1858, l'Angleterre pouvait à la rigueur réparer sa faute de 1840, mais cette fois au prix d'une guerre prochaine avec les Etats-Unis. Elle devait mettre toutes les ressources de l'Empire à la disposition de la Confédération pour lui permettre de se constituer promptement, et réparer par là, autant que possible, le temps perdu. Un peu plus tard, elle aurait dû seconder les Français au Mexique, secourir le Sud ; et ainsi diviser à jamais les Etats-Unis, et assurer à la Confédération Canadienne des alliés fidèles.

Au lieu de tenir une pareille conduite, qu'a fait l'Angleterre ? Elle a laissé tomber le Sud, s'évanouir la Monarchie Mexicaine, sans, pour cela, se con-

73

cilier les Etats-Unis ; et elle a rejeté presque tout entière sur nos épaules la tâche herculéenne d'établir sur ses bases la Confédération.

Le secours qu'elle nous a donné est bien loin d'être celui auquel nous devions nous attendre. Sauf de nous prêter sa garantie pour un emprunt ou deux, elle n'a fait pour nous aucun sacrifice et n'a songé qu'à diminuer l'étendue de sa responsabilité à notre égard. Nous n'avons obtenu librement l'adhésion que d'une seule province. Il nous a fallu doter la Nouvelle-Ecosse, acheter le Nord-Ouest ; les offres que nous avons faites à Terreneuve sont magnifiques, et l'île du Prince-Edouard se dit sans prix. La Colombie nous coûtera cependant plus cher que toutes nos autres conquêtes ; et avant même d'avoir terminé le chemin de fer Intercolonial, il nous faudra commencer le chemin de fer du Pacifique. Or, l'Intercolonial et le Pacifique sont, avant tout, des chemins de fer politiques. C'est la Confédération qui en fait une nécessité. Sans la Confédération, on n'aurait pas songé à les construire, et l'annexion les rendrait à peu près inutiles. C'est de l'argent placé à fonds perdus, comme l'argent consacré à l'achat du Nord-Ouest et des autres provinces. Il reste, pour achever de nous accabler, des fortifications à construire et une milice à organiser. Ainsi, la nouvelle Confédération, aussitôt terminée, aura à porter une dette énorme, contractée uniquement pour faire face aux frais d'installation, dont pas un denier n'aura été dépensé utilement, dont pas un denier ne rapportera bénéfice.

Non contente de nous laisser accomplir seuls une œuvre qui devrait être la sienne autant que la nôtre, l'Angleterre n'a pas même la patience d'attendre

731

que cette œuvre soit terminée pour commencer son mouvement de retraite, et pour nous signifier, par ses actes, qu'elle n'entend pas nous protéger une heure de plus qu'il ne faudra, et qu'aussitôt que le drapeau fédéral flottera de l'Atlantique au Pacifique, le drapeau anglais repassera les mers. Pour accuser encore davantage sa résolution bien arrêtée de nous abandonner à nos propres forces, elle a ordonné le retrait des troupes et du matériel de guerre. Elle fait ainsi au grand jour, sous les yeux de tous, ses préparatifs de départ; elle veut que personne n'ignore que bientôt elle quittera pour toujours l'Amérique.

Par une déplorable fatalité, ou plutôt par suite d'une intention bien arrêtée chez nos voisins et d'un dessein dont le but apparaît clairement, la rupture du traité de réciprocité a coïncidé avec l'établissement de la Confédération. Nous nous sommes vus privés tout à coup de notre principal marché, et réduits à nos seules ressources. Les Etats-Unis nous ont retiré tous les avantages qu'ils nous offraient, et l'Angleterre ne nous en a pas accordé un seul de plus qu'auparavant. Sans issue du côté de l'Europe, nous sommes pris, resserrés entre les frontières américaines qui s'élèvent à côté de nous comme des barrières infranchissables, et les glaces du Nord. Les Etats-Unis nous étouffent lentement. Nous ne pouvons pas échapper à la famine ; et notre capitulation, comme celle de Metz et de Paris, n'est qu'une question de temps. Tôt ou tard, il faudra nous livrer aux Américains, et aller sur la ligne 45 leur demander de rendre la vie à notre industrie, l'activité à notre commerce, le pain à notre population.

Notre situation est de celles qu'on n'ose à peine

732

analyser, tant elle ne présente de tous côtés qu'aspect désolé, que surface stérile. Il faut pourtant dire enfin tout haut ce que tous disent tout bas ; écarter le voile qui couvre des maux qui vont toujours grandissant, et auxquels il n'y a qu'un seul remède, que personne n'a le courage d'indiquer, quoique chacun soupire après le moment où il sera hardiment appliqué et où il produira guérison complète. Politiquement, le pays se débat sous le fardeau que l'Angleterre lui a mis sur les épaules et qui est mille fois trop lourd pour ses forces. La Confédération ne lui a rien apporté qu'il n'eût déjà, et lui fait payer des semblants d'avantages et des simulacres de force aussi cher que s'ils étaient des biens réels, des gages assurés de grandeur. Les Provinces ont uni ensemble leurs faiblesses, mis en commun leurs misères ! Pas une n'a gagné à se rapprocher des autres ; pas une n'a trouvé dans cette union nouvelle les capitaux ou l'esprit d'entreprise qui manquaient à son industrie, le marché qui lui faisait défaut pour ses produits. Sauf Ontario qui poursuit sa marche, il semble que nous nous sommes tous entendus pour rester stationnaires. Ce grand changement politique n'a pas produit le plus léger remous. Faut-il s'en étonner ? faut-il s'étonner de ce que l'union contractée avec de petits peuples aussi nécessiteux que nous, soit restée sans fruit, tandis que le contact de quarante millions d'habitants en pleine activité nous eût transformés ?

Réduite à notre seul marché, notre industrie ne peut faire que des progrès fort limités ; et les demandes ne sauraient augmenter qu'en proportion de l'accroissement de la population. On connaît d'avance le chiffre approximatif que peuvent at-

733

teindre les affaires dans chaque branche ; et on remuerait le pays de fond en comble, qu'on ne saurait faire qu'il y ait cette année-ci beaucoup plus de gens à pourvoir que l'année précédente. Les concurrences se disputent un nombre presque invariable de clients ; et tout ce que l'on peut faire c'est de déplacer le gain ; c'est que Québec enlève cette année à Montréal cent mille piastres d'affaires que la ville rivale s'efforcera de reprendre l'année prochaine. La masse générale des richesses n'augmente pas, ou à peine. Il y a plus encore : le nombre de ceux qui s'enrichissent devient de plus en plus restreint. Nommez-moi ceux qui, au sein de la population française, ont fait fortune depuis dix ans ; ceux qui la doivent, cette fortune, à une entreprise hardie et féconde, à des affaires véritables ? Il n'y en a guère, et la liste en serait fort courte. L'économie est devenue notre seule ressource. C'est en épargnant, et non en créant des affaires, non en montant des entreprises, qu'on s'enrichit.

Notre commerce est stationnaire. C'est en vain que nous multiplierions les voies de communication : il n'y a pas assez d'échanges ; c'est en vain que nous couvririons de chemins de fer un pays qui n'a guère de besoins auxquels la diligence ne suffise. Ces chemins de fer, s'ils devaient exister jamais autrement que sur le papier, ne serviraient qu'à transporter des émigrants aux Etats-Unis. Il faut que l'homme pauvre, qu'une population en quête d'emploi, ne désespèrent jamais ; il faut qu'ils ne disputent pas sur la plausibilité des espérances qu'on leur offre, pour que nous ayons pu accepter comme sérieuse, dans les conditions actuelles du pays, une série de projets qu'un grand changement

734

commercial et industriel peut seul rendre exécutable.

Si, des villes, notre regard se porte sur les campagnes, un spectacle plus désolant encore nous frappe. L'émigration nous enlève la fleur de notre population, sans que nous puissions atteindre la cause, ni blâmer le motif qui nous dérobent toutes ces forces vives. Qui pourrait condamner ceux qui émigrent quand, pour ne pas émigrer, il faut manquer vraiment d'énergie et de force morale ; quand il faut étouffer l'ambition qui vous sollicite pour vous endormir dans l'inertie qui vous condamne à une gêne perpétuelle ? Et cette émigration qui nous affaiblit ne cessera pas ; elle durera autant que les causes qui l'ont fait naître ; et pour ramener au pays les 500,000 Canadiens industrieux qui habitent les Etats-Unis, il faudrait faire disparaître ce qui les a fait partir : le manque d'industrie, la rareté du travail, la modicité des salaires.

A côté de l'émigration qui enlève les actifs, les vaillants, il y a l'usure qui ronge et dépouille ceux qui restent. On travaille, on lutte pour se ruiner à la fin, pour voir son champ devenir la proie des marchands d'argent ; et ceux qui n'émigrent pas à l'extérieur, émigrent à l'intérieur : recommençant sans cesse un édifice qui s'écroule sur eux avant qu'il soit achevé, et dont les débris leur servent à reconstruire plus loin un abri qui ne tarde pas à leur être disputé.

Si pénible que soit la situation des classes ouvrières, des habitants de la campagne, ce n'est rien pourtant comparé à la situation de la jeunesse instruite. Celle-ci est absolument sans avenir. Il n'y a de positions dans les professions que pour un petit nombre ; et dans les bureaux publics, il

n'y en a plus pour personne. Un exemple frappant du sort désespéré auquel cette jeunesse est condamnée, se passe en ce moment devant nous, et est fait pour ouvrir les yeux aux plus aveugles. Il y a trois ans, deux ou trois cents jeunes gens, pris presque tous dans l'élite de notre population, partaient pour Rome afin de s'y vouer à la défense du Saint Père. Ils sont revenus après avoir sacrifié à une noble cause un temps précieux à cette époque de la vie. Ils avaient droit de s'attendre, ils s'attendaient à trouver, en arrivant, de l'emploi, des carrières ouvertes à leur énergie, la récompense de leur dévouement. Entourés d'un incontestable prestige, protégés tout particulièrement par le clergé, ils étaient dans les meilleures conditions pour réussir. S'ils ne réussissaient pas, aucun groupe, aucune autre classe de jeunes gens ne pouvait espérer réussir. Vous savez aussi bien que moi ce qui leur est advenu. Ils ont trouvé devant eux, à leur retour, des sympathies plein les cœurs, mais rien de plus. C'est comme s'ils avaient abordé au désert. Et si aujourd'hui, on les appelait de nouveau sous les drapeaux, ils repartiraient, tous, ou presque tous, non pas seulement par amour d'une grande cause, mais parce qu'ils seraient convaincus, cette fois, de ne rien laisser derrière eux. Si de telles déceptions les attendaient au pays, ce n'est la faute de personne cependant : nous ne pouvons leur donner que ce que nous avons ; or, nous n'avons à offrir que des terres incultes, et nous n'avons pas manqué de leur en présenter. Une seule consolation leur reste : c'est qu'en voyant le peu d'activité qui règne autour d'eux, la flânerie contemplative qui gagne les plus ardents, ils peuvent se croire encore en Italie.

736

Les résultats politiques d'un pareil état de choses sont naturellement désastreux. Dans un milieu où chacun dépend de son voisin et ne peut se séparer un instant de son intérêt sans périr de faim, il ne peut guère y avoir d'indépendance de caractère. Tout se réduit à des questions personnelles, à des affaires de camaraderie ou de parenté. On place ses amis, on encourage *ses gens ;* c'est le grand souci de tous.

Dans ces conditions, comment pourrait-il y avoir une opinion publique ? Sur quelle base se formerait-elle ? Par quel miracle subsisterait-elle, si, par impossible, elle naissait sans cause ? Il n'y a pas même de discussions politiques. C'est en vain que nous cherchons encore à nous diviser en libéraux et en conservateurs. Il est aussi impossible de définir ce que c'est qu'un conservateur canadien que de dire en quoi un libéral ne l'est pas. Nous en sommes réduits à nous quereller à propos de gallicanisme et à disputer sur Veuillot.

Nous n'étions divisés qu'en partis politiques ; voici que nous nous divisons en sectes religieuses. Le clergé, resté jusqu'ici si uni, se scinde. Il y a deux camps : le camp des *Ultramontains* et le camp des *Gallicans*. Des écrivains très-catholiques, dont la pieuse ambition est même d'être plus catholiques que les autres, attaquent avec violence les institutions fondées par le clergé lui-même et frondent les évêques. Ces luttes ne sauraient se prolonger, sans que le clergé y perde une partie de cette influence et de ce prestige qui pourraient nous être si utiles dans la transition d'un état politique à un autre. Nos forces s'affaiblissent, au lieu de s'accroître ; et plus nous retarderons le moment où nous entrerons dans une nouvelle phase de

737

notre existence, moins nous aurons de cohésion et d'homogénéité. Si notre horizon s'élargissait, cependant, toutes ces causes de discorde disparaîtraient ; et dans l'agitation d'une vie politique active, on n'aurait plus le loisir d'ergoter ; l'art de subtiliser se perdrait.

Le niveau politique baisse toujours ; l'électeur est de plus en plus indifférent, le candidat de plus en plus nul. Le peuple n'est point séduit par le talent, mais par le voisinage. Que l'argent gagné en Chambre se dépense *dans la place*, comme il dit, et son bonheur est fait. Les impôts même n'ont plus le don de l'effrayer ; car s'il ne s'aperçoit pas quand il les paie, il sent bien, en revanche, quand lui tombe dans la main l'argent de celui qui achète son vote. La ville-modèle est Trois-Rivières ; elle élit ses députés pour qu'on en fasse des shérifs, et se plaint que le gouvernement la méconnaît, quand il tarde trop à les nommer.

Si cette situation ne change pas,—et comment changerait-elle si une grande commotion ne survient ?—nous en arriverons à n'être rien, à ne compter pour rien. Les hommes formés dans des temps meilleurs une fois écartés, il ne nous restera personne. La force numérique ne nous suffira pas toujours. Un moment viendra où l'on nous demandera des hommes en état de remplir les positions d'Etat auxquelles notre nombre nous donne droit, et où l'on passera outre si nous n'en avons pas à présenter. Nous avons le droit de nous contenter de la médiocrité pour nous-mêmes, pour le service de nos intérêts particuliers : nous n'avons pas le droit d'exiger des autres qu'ils s'en contentent pour le service des intérêts généraux.

Les craintes que fait naître le sentiment du

738

malaise intérieur qui mine la Province de Québec, ne sauraient être comparées, cependant, à l'inquiétude politique que doivent naturellement inspirer les dangers extérieurs auxquels est sans cesse exposée la Confédération tout entière. Une guerre peut éclater, d'un moment à l'autre, entre l'Angleterre et les Etats-Unis, soit par notre propre faute, soit à cause de circonstances entièrement étrangères à notre volonté ; et, passant du repos le plus profond à la plus redoutable agitation, le Canada deviendrait le champ de bataille entre les deux puissances : si toutefois l'Angleterre croyait devoir attendre sur notre sol une défaite trop certaine. C'est à la modération des Etats-Unis, à un hasard merveilleux, que nous devons la sécurité dont nous avons jouie jusqu'ici. Notre repos est à la merci du moindre incident, à la merci du premier aventurier venu. Il est inconcevable que dans une situation pareille, un conflit n'ait pas encore éclaté, même sans aucun dessein prémédité de part et d'autre. Si, au lieu de venir échouer maladroitement sur notre frontière, les Féniens avaient envoyé des émissaires dans le Nord-Ouest, ou lancé des corsaires dans le golfe, ils auraient produit des complications redoutables, peut-être amené la guerre. Ce qui n'est pas encore arrivé peut survenir d'un jour à l'autre ; maintenant surtout que le général Grant a mis, par son Message, les questions canadiennes à l'ordre du jour. Tout à coup la guerre peut se déchaîner sur nous ; tout à coup nous pouvons nous trouver précipités dans la plus effroyable des catastrophes.

Or, deux choses sont certaines : c'est que, d'une part, l'Angleterre dans la situation politique et militaire amoindrie qu'elle occupe maintenant

739

dans le monde, dans l'état actuel de ses forces et de ses ressources, ne saurait nous défendre avec succès ; c'est que, de l'autre, nous ne pouvons consentir ni à nous défendre, ni à nous laisser défendre, parce que, victoire ou défaite, c'est également pour le Canada la ruine, une ruine irréparable.

La guerre entre la Prusse et la France ; le triomphe si complet de l'une, le long repos qui va être imposé à l'autre pour recouvrer les forces qu'elle a perdues ; l'impuissance de toutes les autres nations en face de l'alliance de l'Allemagne et de la Russie, ont changé complètement la situation de l'Angleterre. Elle est réduite maintenant, en Europe, à l'isolement, condamnée à l'inaction ; elle ne peut plus sortir de ses îles, aborder au continent ou courir les mers. L'influence qu'elle exerçait autrefois est passée aux mains de la Prusse, et son rôle comme celui de l'Autriche est fini. C'est en vain qu'elle a cherché à sauver l'Alsace de l'absorption germanique ; ses conseils n'ont pas été plus écoutés que les plaintes de la France vaincue ; et il lui a fallu consentir à voir rompre l'équilibre qu'elle avait établi en 1815. L'Empereur Guillaume voudrait demain envahir la Hollande, et l'Empereur de Russie marcher sur Constantinople, qu'elle ne pourrait pas s'y opposer.

L'abandon de l'Amérique n'est donc plus pour l'Angleterre affaire de choix, mais de nécessité. Il lui faut se replier sur elle-même et concentrer toutes ses forces dans ses îles. Elle doit abandonner les positions qu'il lui en coûterait trop à défendre, pour s'en tenir à celles qu'elle doit sauver à tout prix ; et cela sous peine de voir son drapeau subir des insultes qu'elle ne pourrait

venger. L'exemple de la France est là pour lui montrer qu'une nation si puissante qu'elle soit, ne saurait impunément disperser ses forces dans le monde, combattre pour les autres, prêter ses soldats, prodiguer ses trésors et son sang ; qu'il lui faut songer uniquement à elle-même, à sa propre sécurité, à son propre salut. Elle ne peut pas s'exposer à ce que le Canada devienne pour elle ce qu'ont été pour la France l'Italie et le Mexique. Son intérêt, son intérêt immédiat, pressant, c'est de quitter l'Amérique ; c'est de se retirer avant que les événements ne la surprennent, pendant qu'elle peut le faire encore avec honneur et sans avoir l'air de fuir. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si elle attend le signal du départ avec impatience ; si elle s'inquiète des retards ; si elle trouve que la Confédération Canadienne n'est pas assez vite prête pour l'indépendance. Ceux qui veulent la retenir de force ici, ceux qui s'acharnent à lui disputer les prétextes avec lesquels elle cherche à pallier son mouvement de recul, la servent moins bien à coup sûr que si, voyant son embarras, ils l'aidaient à en sortir, et faisaient prendre sans retard au Canada l'initiative d'une séparation désormais inévitable.

Si l'Angleterre ne peut nous défendre, le Canada peut encore moins se défendre lui-même. La seule pensée de se mesurer avec un antagoniste aussi puissant que la Grande République ferait tomber les armes des mains des plus braves. On ne se bat pas, quand on a par avance la certitude d'être battu. Il n'y a que les insensés qui parlent d'un pareil conflit comme possible, qui parlent de recommencer Châteauguay dans de plus vastes proportions. En l'état de faiblesse où nous sommes, ce

741

serait plus qu'une folie sans excuse, ce serait un crime de lèse-humanité que de consentir à ce que le pays devienne un champ de bataille. Aussi, pour tout le monde, la question militaire est-elle résolue, définitivement résolue : si bien que nos milices ne sont entretenues sur pied de guerre que dans les rapports officiels, et que le projet de construire des fortifications est indéfiniment ajourné. Il nous reste encore assez de colonels belliqueux, de journalistes loyaux, cependant, pour attirer quelque malheur sur le pays.

Il y aurait un curieux chapitre à écrire à propos de notre milice. Sur le papier, elle représente un effectif considérable ; en réalité, elle se réduit, dans notre province, à quelques centaines d'hommes, toujours les mêmes, qui, passant d'une compagnie à une autre, semblent former plus d'un régiment, grâce à un changement d'officiers à chaque mutation. Mais si l'on faisait la revue de toutes les compagnies à la fois, on trouverait dans les cadres plus d'officiers que de soldats.

Cette comédie militaire ne prend un aspect un peu sérieux, pour ceux qui n'y regardent pas de près, que lors des exercices annuels. Il vaudrait mieux, pourtant, remplacer ces exercices par de simples parties de pêche et de chasse : le gouvernement aurait du moins du gibier, pour son argent.

Afin de remplir les vides dans les camps, on loue des soldats comme on engagerait des employés. Il y a cependant des volontaires d'un autre genre ; ce sont de jeunes gens désœuvrés qui ne demandent pas mieux que d'aller passer une huitaine à la campagne, en nombreuse et joyeuse compagnie. On a vu des colonels enrôler tous leurs amis, en leur imposant, pour unique corvée, de

coucher une nuit en chemin de fer et de flâner durant une matinée dans un village hospitalier.

Quant aux Ecoles Militaires, leur succès apparent repose tout entier sur la prime qu'on a adroitement attachée aux certificats. C'est une façon comme une autre, de gagner cinquante piastres en s'amusant à la ville ; et il n'y a guère d'étudiant qui refuse de manier le fusil durant trois mois, pour se délasser de tenir la plume. Mais ce serait se faire une illusion singulière que de voir, dans les groupes d'élèves sortis des Ecoles Militaires, une pépinière de généraux.

La tentative de fonder une Confédération anglo-canadienne à côté des Etats-Unis, est donc, visiblement, condamnée à l'insuccès. Nous ne pouvons la faire réussir. Nous avons beau n'hésiter devant aucun sacrifice ; accepter tout ce qu'on nous présente comme nécessaire à l'accomplissement de l'entreprise ; accorder tout ce qu'on nous demande pour cimenter une union mal jointe, pour en réunir et en relier les membres épars : nous ne saurions poser l'édifice sur des bases solides ; nous ne saurions empêcher qu'il ne croule aussitôt achevé. L'Angleterre elle-même n'y peut plus rien ; il est trop tard pour elle, plus encore que pour nous. L'Amérique lui échappe. La Confédération, hâtivement achevée, condamnée à une tâche au-dessus de ses forces, ployant sous une dette énorme, ne pouvant nous assurer ni la prospérité à l'intérieur, ni la sécurité à l'extérieur, disparaîtra fatalement de la scène, le lendemain du jour où, réalisant le programme qu'on lui a assigné, elle s'étendra de l'Atlantique au Pacifique.

Ceux qui ont conçu la pensée, exécuté le dessein d'une pareille tentative ; ceux qui ont essayé, en

dépit de l'indifférence de l'Angleterre, de l'hostilité mal déguisée des Etats-Unis, sachant que le moment propice était passé et qu'il ne restait plus que quelques faibles chances de succès, ceux qui ont essayé, dis-je, de retenir l'Europe sur nos rivages et d'empêcher l'unification de l'Amérique, n'en garderont pas moins l'honneur d'une entreprise si vaste et si politique. L'histoire sera plus juste que les contemporains pour ceux qui, soit au Mexique, soit au Canada, ont tenté d'élever des barrières contre l'envahissement de la démocratie américaine; et lorsque, plus tard, la suprématie des Etats-Unis s'étendra sur le continent tout entier; lorsque rien ne pourra rompre cette masse imposante, ni arrêter les flots de ce torrent formidable; que l'Amérique à son tour menacera l'Europe et ira y dicter la loi: alors on sentira l'étendue de la faute commise et ce que peut valoir pour la paix du monde un petit Etat de plus.

Une place plus grande, cependant, est réservée dans notre propre histoire, aux hommes d'Etat qui tireront le pays de l'impasse où il se trouve, et qui lui ménageront une transition aisée et sûre vers un état de choses plus stable. Le plus vite ils se mettront hardiment à l'œuvre, le mieux ce sera pour nous; car lorsqu'un régime est condamné à périr, il ne sert à rien d'en prolonger l'existence, surtout quand cette existence coûte des sacrifices d'argent chaque jour plus grands. A quoi bon terminer à grands frais un édifice qui va tomber? Peu importe, après tout, à l'Angleterre de laisser s'augmenter le fardeau qui pèse sur nos épaules, puisqu'elle n'en doit pas partager le poids; mais nous-mêmes, qu'attendons-nous pour accepter les offres de liberté, d'indépendance, qu'elle nous fait sans cesse? Quand

744

tout homme raisonnable a la conviction, la certitude qu'il nous faudra tôt ou tard, bientôt, les accepter, pourquoi hésitons-nous ? Nos maîtres emploient toutes les formules de la politesse diplomatique pour nous éconduire, pour nous faire sentir que nous les embarrassons ; et comme un visiteur importun, nous faisons la sourde oreille, nous n'avons pas l'air de comprendre. A ce jeu-là, nous compromettons nos intérêts et nous perdons notre dignité. On dirait que nous voulons jouir le plus longtemps possible de l'émotion d'une situation exposée à tous les périls, ou épuiser toutes les chances de rester pauvres.

Par ces offres si fréquemment renouvelées de séparation, le gouvernement anglais dégage sa responsabilité de ce qui va suivre. Le jour où une catastrophe surviendra, il aura droit de nous dire que c'est notre faute, uniquement notre faute, si elle nous atteint ; qu'il n'a pas manqué de nous avertir de toutes manières ; qu'après nous avoir prévenu de profiter d'un répit suprême pour nous hâter de résoudre la question de notre avenir, il ne doit plus songer qu'à lui-même. Tous les deux, Angleterre et Canada, nous descendons une pente fatale que ni l'un ni l'autre nous ne pouvons remonter ; seulement, tandis que l'Angleterre voit l'abîme qui est à nos pieds et cherche à se dégager pour que nous n'y roulions pas ensemble, nous, nous fermons les yeux, et nous nous laissons glisser jusqu'au fond. Prévost-Paradol a comparé la Prusse et la France à deux locomotives lancées à toute vapeur sur une même voie et allant à la rencontre l'une de l'autre. La situation de l'Angleterre et des Etats-Unis est la même. Malheur au pays qui se trouvera entre les deux lorsque le choc aura lieu !

Et pour ceux qui voient d'avance la catastrophe, aussi sûrement que si déjà elle avait eu lieu, c'est un devoir dicté par le patriotisme et l'humanité, de montrer au Canada le sort qui l'attend s'il persiste à rester sur la voie où cette collision terrible surviendra. Ce serait vraiment une fatalité inexplicable si le même aveuglement qui a perdu la France nous perdait aussi, et nous jetait dans des malheurs plus grands et plus irréparables encore que les siens.

Le couronnement naturel, logique, de la Confédération, c'était l'Indépendance. Si les choses avaient suivi leur cours ordinaire, elle serait venue en son temps, produite par notre développement même. Mais la perturbation profonde que la guerre américaine a amenée dans la situation du Nouveau-Monde, dans l'équilibre des forces sur ce continent, a tout changé ; et il faut nous précipiter dans un nouvel ordre de choses, de même que pour sortir des difficultés intérieures qui troublaient l'Union du Haut et du Bas-Canada, nous nous sommes, un jour, tout à coup, jetés dans la Confédération.

Ici, une double question se pose tout d'abord. Dans l'état actuel des relations de l'Angleterre et des Etats-Unis, d'une part ; dans la situation intérieure de la Confédération, de l'autre, l'Indépendance du Canada est-elle possible ?

Il me semble que du côté de l'Angleterre et des Etats-Unis, il y a peu ou point de difficultés à anticiper. Nous réaliserions du coup le vœu le plus cher de la politique anglaise en ces dernières années. D'un autre côté, les Etats-Unis tiennent avant tout, non à posséder le Canada, mais à en voir partir le drapeau britannique. Ce grand point

74
746

obtenu, ils traiteraient volontiers avec nous et nous accorderaient tout ce qu'ils nous refusent obstinément aujourd'hui. Les deux gouvernements rivaux saisiraient l'occasion avec empressement. Pour le gouvernement anglais, ce serait la libération d'une responsabilité qu'il cherche en vain à alléger, la conjuration de périls chaque jour plus grands, une sorte de délivrance ; pour le gouvernement américain, ce serait un acheminement tout naturel vers une union plus intime avec nous. L'un et l'autre consentiraient d'autant plus volontiers à garantir notre Indépendance contre tout péril extérieur que cela ne leur coûterait aucun sacrifice ; car dès l'instant où les Féniens sauraient ne pas atteindre l'Angleterre en nous frappant, ils ne viendraient plus menacer nos frontières. En échange de la libre navigation du Saint Laurent et de l'usage de nos pêcheries, nous obtiendrions réciprocité commerciale complète avec les deux ; et l'Angleterre trouverait bientôt dans le développement de notre commerce, qui doublerait, triplerait ses relations d'affaires avec nous, une ample compensation aux avantages illusoires dont elle jouit maintenant, et auxquels elle aurait renoncé.

Si l'Indépendance du pays était proclamée dans ces conditions, notre situation serait unique dans le monde, privilégiée. Nous n'aurions besoin que d'une police pour maintenir l'ordre à l'intérieur, et que de quelques agents diplomatiques pour nous représenter à l'étranger. Nous jouirions de tous les avantages d'une colonie anglaise, de presque tous ceux d'un Etat américain, sans en avoir les charges.

Mais cette situation pourrait-elle durer ? Il n'est point aisé de se le persuader. Par une pente toute

naturelle, nous inclinerions vers les Etats-Unis ; par la force des choses, nous serions entraînés de leur côté. L'envahissement du pays s'opérerait, graduellement, par les affaires. Nous serions annexés commercialement, avant de l'être politiquement. A force d'aller à New-York par affaires, nous finirions par nous rendre à Washington, et par déposer au Capitole le peu qui nous reste des armes de Brennus. Les générations nouvelles, lasses, du reste, de respirer dans un horizon borné, de tourner sur elles-mêmes, demanderaient qu'on leur ouvre toutes les carrières américaines à la fois.

La protection de l'Angleterre se détendrait peu à peu, et la protection des Etats-Unis se changerait en absorption. Et un jour l'annexion du Canada aux Etats-Unis se ferait sans secousse, sans violence, presqu'insensiblement.

Notre position alors serait définitivement fixée, et nous toucherions au but auquel, à travers tant d'événements, nous tendons depuis la conquête. Nous ne saurions vivre seuls, isolés ; nous ne pouvons que peu de choses par nous-mêmes. Il nous faut pour nous soutenir, pour nous pousser, la main d'un grand peuple. Les Etats-Unis viendraient prendre la place de la France et de l'Angleterre, qui ne peuvent rien faire pour nous ; car à l'heure qu'il est, il n'y a plus dans le monde que trois grandes puissances, la Prusse, la Russie et les Etats-Unis ; en Amérique, il n'y en a qu'une seule, la République de Washington.

Après les événements dont l'Europe vient d'être témoin, les petites nationalités sont vouées à l'impuissance ; il leur faut, pour être quelque chose, se placer sous l'égide d'une grande nation. D'immenses agglomérations se forment, qui absor-

beront tout ce qui est autour d'elles. En nous rangeant aux côtés des Etats-Unis, nous conserverions notre autonomie, tout en exerçant une influence dans les conseils de la nation qui dispose de l'Amérique. Nous recevrions d'elle une impulsion extraordinaire ; et il est difficile, même dans le plus ardent essor de l'imagination, de fixer une limite à nos prospérités. Ce qui est chimère aujourd'hui deviendrait réalité. L'esprit américain transformerait ce pays, y créerait partout le mouvement et la vie ; et Québec, porté par l'immense courant d'affaires qui se précipiterait de l'Ouest vers l'Océan, par le St. Laurent, arriverait à l'apogée de sa destinée. Toutes ces grandes entreprises que nous ne pouvons que rêver aujourd'hui pour charmer nos ennuis, s'exécuteraient. On verrait partout surgir manufactures et chemins de fer, s'alimentant mutuellement et enrichissant la population. Ce que ferait du Canada le génie, l'esprit d'entreprise, l'argent américain, nous pouvons nous en former une idée en voyant ce qu'il a fait de l'Ouest, et comment, chaque jour, il tire du sol des villes nouvelles !

Certains esprits timorés, qui préfèrent à tout la médiocrité, voient pourtant une ombre au tableau. Ils s'effraient du fantôme des taxes à payer sous le régime américain ; et ils ne songent pas que le régime actuel leur prépare un fardeau égal, sans leur donner, comme l'autre, la force nécessaire pour le porter. Les taxes américaines sont les conséquences de la guerre civile, et disparaîtront avec ses traces. En revanche, nos impôts n'ont pas, pour ainsi dire, raison d'être ; ils ne représentent pas le Sud vaincu et l'Union consolidée ; ils ne représentent que des sacrifices passés et des pri-

vations à venir ; ils représentent un vaste établissement à démolir : la Confédération ; des choses improductives, comme l'achat, la pacification et l'entretien à grands frais du Nord-Ouest. Les taxes américaines, du reste, seraient-elles plus fortes qu'elles le sont, et les nôtres plus faibles, que cela ne prouverait absolument rien contre l'annexion. Il est évident que le poids de l'impôt ne se mesure pas à son chiffre, mais au plus ou moins de facilité avec laquelle le contribuable peut le payer. Un peuple riche peut être, sans inconvénient, lourdement taxé ; un peuple pauvre l'est toujours trop. Or, la perspective que nous ouvre le régime actuel, c'est que nous aurons de plus en plus de taxes à payer et de moins en moins les moyens de les payer. Certainement, dans tous les cas, nos ressources seront bien loin d'augmenter en proportion de nos charges. Avec l'annexion, ce serait tout le contraire ; et dans l'accroissement rapide, merveilleux, de la prospérité générale, de la fortune publique, nous ne nous apercevrions pas vraiment de ce qu'il nous faudrait verser dans le trésor public de plus que maintenant.

Tout le monde le sent ; et à l'heure qu'il est, on peut dire que les deux tiers de la population française de la Province sont annexionistes. L'autre tiers est bien près de le devenir. Nous ne différons en réalité que sur la date de l'annexion. Les uns la fixent à bientôt, les autres la placent à une époque plus éloignée. Mais il n'y a pas un homme sensé qui ne pense que ce soit là le sort définitif du pays. Quelques-uns veulent qu'on hâte l'événement ; la plupart sont d'avis qu'il faut le laisser venir ; que nous n'y pouvons rien ; que c'est en vain que nous nous agiterions pour accélerer la

74 750

marche des choses ; que notre destinée est dans des mains plus puissantes que les nôtres, et que les Etats-Unis ne nous prendront que lorsqu'ils le jugeront bon. Mais c'est toujours une fausse politique que celle qui consiste à ne rien faire sous prétexte qu'on ne peut rien. Le temps est venu, pour nous, d'agiter la question de notre avenir, si nous voulons être appelés au conseil, si nous voulons être consultés sur le mode et sur les conditions de la transformation de cette ancienne colonie française, de cette province anglaise, soit en pays indépendant, soit en Etat américain.

Autour de nous les événements se pressent, et nous ne pourrons pas longtemps encore fermer l'oreille à tous les bruits qui révèlent le travail de dissolution qui s'accomplit pour détacher le Canada de l'Angleterre. Faut-il donc attendre pour aviser que le drapeau anglais, retiré successivement de Toronto, d'Ottawa, de Montréal, bientôt de Québec, puis enfin de Halifax, ait repassé les mers ? On le croirait vraiment, à voir le peu de place que tient dans les luttes politiques la question qui devrait absorber toutes les autres ; on le croirait vraiment à voir, au moment où la Haute Commission est réunie à Washington, les hommes publics de la vaste et intelligente province d'Ontario uniquement occupés du sort du Cabinet de M. Sandfield Macdonald.

Le rôle que va remplir dans cette commission notre représentant, Sir John A. Macdonald, est un rôle sacrifié, un rôle au-dessous de ses brillantes facultés, comme au-dessous des exigences de la situation. Il va assister au rejet des prétentions émises par notre gouvernment dans le vain espoir d'entraîner le cabinet anglais à sa suite.

Quel rôle bien différent il y aurait joué si, au lieu de lui confier une mission inutile, nous lui avions donné le mandat de poser devant la Haute Commission la question canadienne ; si nous l'avions autorisé, prévenant l'action menaçante des Etats-Unis et les secrets désirs de l'Angleterre, à demander à cette réunion de diplomates, de rechercher, en même temps que le réglement des difficultés existantes, une solution pour notre avenir ? Pourquoi, par exemple, revêtu de nos pleins pouvoirs, n'aurait-il pas pris l'initiative d'un projet ayant pour but de faire céder le Canada aux Etats-Unis comme compensation des réclamations de l'*Alabama*, en stipulant pour nous une exemption complète des charges créées par la guerre civile ? Nous n'avons pas participé à cette guerre et il ne serait que juste que le Canada, entré après coup dans l'Union Américaine, n'en supportât pas le fardeau. Un habile négociateur, sachant profiter des circonstances, sachant mettre à profit les dispositions des deux gouvernements qui sont en présence, obtiendrait certainement cette concession si importante pour nous, qui ferait disparaitre la dernière objection que soulève l'annexion. Ce serait, du reste, faire injure à un grand peuple comme le peuple américain, que de supposer qu'il ne se montrerait pas généreux à notre égard, qu'il ne nous ferait pas les conditions financières les plus larges. Ce serait lui faire injure que de supposer qu'il voudrait faire peser sur nous la dette contractée pour sauver sa propre unité, lorsque l'annexion du Canada à son territoire n'augmenterait en rien ses charges, lui apporterait un accroissement considérable et un bénéfice réel.

752

Quoi qu'il en soit, puisque ceux qui sont en position de voir, ferment les yeux ; puisque ceux qui sont en position d'agir, se croisent les bras ; puisqu'Ontario, se complaisant dans une prospérité que l'annexion triplerait, dépense son énergie dans des luttes puériles ; puisque les plus hardis se contentent d'essais timides et de propositions incolores ; c'est à Québec qui, de toutes les provinces, est celle qui souffre le plus de la prolongation de la situation actuelle ; c'est à Québec qui a toujours, d'ailleurs, montré plus de largeur de vues et de véritable esprit politique, à rompre le silence de convention qui plane sur les maux et les désirs du pays ; c'est à Québec à prononcer enfin le mot décisif. Et elle recueillera avec l'honneur d'avoir agi la première, le bénéfice d'être entendue la première dans les conseils où se décideront nos destinées. Assez de liens déjà nous attachent à la République Américaine, assez de titres nous recommandent à sa sympathie, pour que nous puissions nous en remettre avec une confiance entière à son esprit de justice. Les 500,000 Canadiens-français qui habitent au milieu d'elle en y pratiquant toutes les vertus civiques, doivent lui enlever la crainte qu'en entrant dans son sein, nous troublions l'harmonie qui préside au fonctionnement de ses institutions et l'accord de ses populations dans la foi républicaine ; tandis que les 40,000 Canadiens morts au champ d'honneur durant la guerre contre le Sud, lui montrent jusqu'où peut aller notre dévouement pour la cause de l'union et de la liberté.

	Titres	Page
1	Musée Canadien.	1
2	Manitoba territoire du Nord-Ouest	41
3	Mathosbek piano manf'g.	109
4	Asile d'aliénés de Beauport	157
5	Catalogue de livres Englais.	237
6	Catalogue de livres Français	247
7	Discours de l'hon. M. Chapleau	301
8	Guide du Colon Province de Québec.	349
9	Annuaire de l'institut Canadien.	413
10	Revue critique Church and State.	607
11	Confédération Independance.	719
	Nécrologie de Mgr. de St. Hyacinthe.	2
	Armand Durand la promesse (acc)	31
	Table des matieres.	107
	Mouvement de la population	171